



# Les traités : source conventionnelle du droit international public

Les traités constituent des **accords écrits matérialisant la rencontre de volontés entre plusieurs sujets de droit international public**. Ils produisent alors des effets juridiques, dans le respect du droit international public et des droits internes.

- En vertu de l'article 2 de la convention de Vienne de 1969, les traités ont obligatoirement une forme écrite. Même si la France n'a pas ratifié ce traité, les dispositions ont une portée coutumière : elles s'appliquent même aux États non parties.
- Les traités ont une **force contraignante**.

## → La naissance des traités internationaux

### Première étape : la négociation

Les autorités compétentes pour la négociation sont fixées par les Constitutions des différents États. En principe, il s'agit du **pouvoir exécutif** mais, ce peut être également toute personne mandatée explicitement par l'État : le **plénipotentiaire**.

La négociation permet de mettre en place des discussions autour de textes proposés et de cette discussion peut naître des modifications...

Les traités internationaux ont tous plus ou moins la même structure, à savoir :

- Un préambule
- Un dispositif
- D'éventuelles annexes.

**ATTENTION** : les protocoles additionnels ne sont pas des annexes, ce sont des instruments juridiques autonomes.

# Les traités : source conventionnelle du droit international public

## Deuxième étape : adoption et signature

Le principe, c'est la **signature sous réserve**. En effet, dans les traités en forme solennelle, ce qui est la voie classique, la signature authentifie le texte, mais n'engage pas les États. Elle doit être suivie d'une ratification ou autre formule voisine.

Par exception, la signature est **définitive** (ou **signature ad consentum**) avec les traités en forme simplifiée. Dans ce cas, la signature engage directement les États à condition que leur droit interne l'admette.



## Troisième étape : consentement, réserves et déclaration

La signature doit obligatoirement être suivie d'une manifestation de volonté des États à vouloir être lié au traité.

- Ratification
- Acceptation/approbation
- Adhésion...

Les États peuvent parfois formuler des **réserves** en vue d'écarter ou de modifier telle ou telle disposition à leur égard. Cela se concrétise par une **déclaration unilatérale** formulée lors de la signature ou du consentement. Elle doit être autorisée par le traité en question.



## Dernière étape : entrée en vigueur, enregistrement et publicité

Les traités bilatéraux entrent en vigueur lors de l'échange de consentement entre les parties.

Pour les traités multilatéraux, il faut attendre un certain nombre de ratifications pour l'entrée en vigueur.

Ensuite, l'enregistrement auprès du secrétariat de l'ONU et la publication ont pour vocation d'éviter la diplomatie secrète.



# Les traités : source conventionnelle du droit international public

## La vie des traités internationaux

### Conditions de validité

Les parties doivent avoir **librement consenti** aux traités et avoir été en **capacité** de conclure de tels traités.

Ces traités doivent présenter un objet et un but qui ne sont pas en conflit avec une norme impérative de droit international appelée **jus cogens**.



### Effets à l'égard des parties

Les traités, par le principe **pacta sunt servanda**, doivent être exécutés de **bonne foi** et **raisonnablement**. De plus, ils doivent être intégrés dans l'ordre interne des États parties.

### Effets à l'égard des tiers

Par principe, les traités internationaux n'ont d'effets qu'à l'égard des parties : c'est l'**effet relatif des traités**.

Cependant, une application aux États tiers est possible avec leur **consentement** :

- Si le traité prévoit une **stipulation pour autrui**
- Dans le cas de la **clause de la nation la plus favorisée** : un État partie s'engage à faire bénéficier un autre État des avantages qu'il a consentis à des États parties d'autres traités.





# Les traités : source conventionnelle du droit international public

## La fin des traités internationaux

### Révision et amendement

Les révisions ou les amendements ne font pas disparaître les traités de l'ordre juridique. Cela en modifie juste la substance.

Les règles sont prévues par les traités eux-mêmes et doivent assurer la sécurité juridique des parties.

### Extinction pure et simple de la volonté des parties

Elle est prévue initialement dans le **dispositif**.

- Le cas le plus simple, c'est un traité à durée déterminée qui arrive à son terme.
- Ou lorsqu'un traité a été exécuté.
- Le traité peut aussi prévoir une **clause résolutoire positive ou négative**.
- Ou encore, prévoir une **clause de dénonciation ou de retrait**.

### Extinction pure et simple en dehors de la volonté des parties

Les traités peuvent devenir **caducs** en dehors de la volonté des parties si un événement extérieur survient.

- Si l'objet d'un traité, élément essentiel, disparaît.
- Si l'une des hautes parties contractantes disparaît.
- Si le traité devient contraire à une norme de "jus cogens".
- Si un changement de circonstances enlève à un traité toute sa raison d'être : **clause rebus sic stantibus**.